

## **TRANSITION ÉNERGETIQUE ÉQUITABLE**

### **Atelier 2 /4**

*Défis de  
lutte contre la vulnérabilité socio-  
énergétique des ménages  
et des territoires*

*(logement – mobilité –)*



**6 juillet 2016 / 9h – 13 h**

**Lieu : Saint-Etienne**

#### **Public invité**

Elus et techniciens des collectivités territoriales, urbanistes, chercheurs, équipes publiques et privées de modélisation des données, bailleurs sociaux, AOT, industriels et fournisseurs/gestion des énergies, acteurs sociaux et associatifs, fondations, experts divers, etc., ayant une expérience dans les domaines, ou des savoirs empiriques et pratiques permettant d'élaborer des recommandations à toutes les échelles

## **DEFI 2 Volet social de la transition énergétique CHANGEMENT DES PRATIQUES ET DES COMPORTEMENTS CITOYENS ET INSTITUTIONNELS ET COLLECTIFS**

### **Le contexte**

Ce deuxième défi présuppose que pour réussir une transition énergétique équitable, des changements de pratiques et de comportements individuels et collectifs s'imposent (publics/privés ; citoyens, institutionnels...), intégrés et actifs. Cela signifie que la lutte contre la précarité énergétique ne peut pas reposer sur le seul changement des comportements des individus et des ménages, mais aussi et en parallèle des institutions, des organisations, etc. On observe dans les deux domaines des avancées importantes, mais paradoxalement de fortes attentes existent. Par exemple, des avancées en matière de gouvernances (collaboration-coordination-mutualisation – participation - implication) exploratoires ou plus pérennes existent, et néanmoins de nombreuses associations et institutions au plus près de la réalité locale regrettent encore un pilotage et une gouvernance déficiente au regard des enjeux, ainsi que l'inexistence d'un chef de file et d'un schéma d'organisation structuré à l'échelle locale, ou la concurrence et les incompréhensions autour des données, etc. Ces difficultés traduiraient un cloisonnement institutionnel encore persistant, mais aussi des cultures techniques et politiques diverses, des temporalités et échelles de programmation diverses, etc. particulièrement difficiles à mettre en synergie sans volonté commune. Face à cela se pose la question : *vers quelle gouvernance faut-il cheminer face à cet enjeu d'équité énergétique ?*

Côté citoyens et associatif nombre d'innovations existent aussi, qui contribuent au changement conjoncturel ou plus durable des pratiques individuelles et collectives dites non sobres ou à risques. Un nombre considérable de celles-ci sont facilitées (financièrement, logistiquement, etc.) par une collaboration très forte avec les collectivités locales, les fournisseurs d'énergie, les bailleurs sociaux, le monde associatif local. Des accompagnements personnalisés ou collectifs aux éco-gestes, la sensibilisation et formation sociale à la maîtrise de l'énergie, le cofinancement des innovations, etc. se développent... Mais malgré leur importance et leur caractère innovant, ces actions sont souvent considérées comme fragiles financièrement, ponctuelles et couvrant une part minime des personnes vulnérables, peu coordonnées et à faible impact sur une « résistance » aux changements des populations. Petites ou grandes innovations, articulées ou pas au sein de dispositifs plus globaux de coordination et d'appui, ne sembleraient donc pas à même de modifier durablement les comportements ni de rationaliser les démarches vers une transition énergétique équitable. Si ces affirmations peuvent être débattues, la récente chute des prix des carburants permet de comprendre cette inquiétude. On observe un certain retour vers des pratiques peu sobres, qui s'explique souvent par l'existence de pratiques contraintes. Mais la courte durée des changements de pratiques face à la dépendance automobile avait été observée même durant les périodes de forte hausse des prix des énergies. La contrainte de la localisation des emplois et activités, et le faible accès à d'autres alternatives de déplacements joue dans ce sens.

Mais que faire si ces comportements reflètent le fait que les ménages tendent à privilégier le « confort familial/individuel » (parfois justifié selon l'état du logement et la dépendance automobile) face à une ambiance « d'inconfort social », d'insécurité, etc. (même en se restreignant sur des dépenses vitales afin d'assurer ce confort intime, individuel ou familial) ? Quoi faire si, selon des experts, seules des hausses de carburant constantes durant au moins 4 années consécutives inciteraient des ménages à modifier durablement leurs pratiques ou leur localisation résidentielle ?... *Et quoi faire si les plus vulnérables sont les plus dépendants de ces énergies qui coûtent de plus en plus cher?*

## **L'objectif de l'Atelier**

Dans ce contexte, l'atelier visera à faire des propositions pour aller plus loin dans le sens de la lutte contre la précarité énergétique par l'amélioration durable de la coordination des acteurs (publics, privés, associatifs, citoyens), en favorisant un dialogue inter-échelles et en permettant la mise en cohérence des pratiques et la rationalisation des actions et des moyens.

Les réflexions et recommandations pourront porter sur différents leviers : la mutualisation des moyens humains et financiers, la diffusion des innovations et la pérennisation des bonnes pratiques, la communication, la formation, ou encore la mise en place d'une gouvernance et ingénierie collaborative qui soit capable de couvrir les questions techniques, financières et sociales, les échanges entre territoires, etc.

Il s'agira de porter des recommandations sous la forme d'un socle commun facilitant une gouvernance locale articulée et une participation citoyenne forte capables d'accompagner l'ampleur des changements de comportement qu'il faut induire par les politiques publiques. Sans cela, la fragilité de nombreux ménages restera présente car, ils réalisent en permanence des « micro-ajustements » et « optimisent la contrainte ». Cela peut limiter l'efficacité des bonnes pratiques mises en place par de nombreux acteurs.

*Il faudra aussi prendre en compte des questions clés comme : Quelle ingénierie sociale pourrait faciliter les changements de pratiques lorsque parfois le ménage considère qu'on lui demande beaucoup d'effort alors qu'il n'y a pas de « récompense », en tout cas financière ? Cette récompense peut-elle être sociale ? Ou peut-on imaginer une « ingénierie citoyenne », c'est-à-dire envisager comment, par quels moyens, par quel chemin les citoyens pourront s'emparer de cette question ? Avec quel appui local, et financier ?*

## **Des recommandations s'affinent sur les changements de pratiques et comportements...**

Sans aucune prétention d'exhaustivité, voici quelques tendances dans les recommandations, surtout centrées sur le logement.

Une série des recommandations vers une transition énergétique équitable insiste sur la mise en place d'une gouvernance territoriale locale à forte composante citoyenne et locale. Cette plus grande implication des citoyens dans les questions énergétiques pourrait, socio-politiquement parlant, rendre plus transparentes, plus assimilables et plus articulées les décisions en matière énergétique. On suggère aussi l'association des acteurs économiques (fournisseurs d'énergie) dans les projets pour une transition énergétique équitable qui doit être aussi approfondie.

D'autres recommandations en matière de coordination proposent des Guichets Uniques pour aborder cette problématique traitée par de multiples acteurs. Renforcer les compétences et la couverture des espaces info énergie (EIE) en matière d'accompagnement à la réalisation des travaux d'amélioration de la performance énergétique des logements et tendre vers la création d'un service public de l'efficacité énergétique, etc. fait partie aussi des conseils.

Plus généralement, on propose l'émergence de politiques en faveur d'une « transition douce », avec des actions très pragmatiques, partagées, ayant des chances d'aboutir. Mais très souvent la question financière est abordée. Ainsi, d'autres

recommandations proposent de faciliter le financement des projets citoyens d'énergies renouvelables locales en simplifiant la contrainte administrative d'obtention d'un visa de l'Autorité des marchés financiers pour l'émission d'une offre publique de titres financiers pour ces projets. Ainsi, pour les ONG environnementales FNH, Humanité et Biodiversité, FNE, le Cler et le Réseau action Climat France, cette proposition de « simplification de la mise en œuvre de projets citoyens doit être menée jusqu'au bout car c'est un élément essentiel de la démocratisation des enjeux énergétiques ».

D'autres recommandations relèvent de politiques nationales. Comme pour le logement et le chèque énergie, face aux inégalités de dessertes en transports en commun dans les territoires, et face aux ancrages résidentiels forts, la mise en place d'une sorte d'APM (aide personnalisée à la mobilité) intégrant dépendance automobile, résidentielle et précarité énergétique est conseillée. Cela ne réduit pas l'importance des dispositifs types comme les plateformes de mobilité.

Des recommandations reviennent aussi sur l'importance de compter sur une ingénierie sociale pérenne facilitatrice des changements de pratiques. Elle pourrait avoir un impact dans l'accompagnement des ménages qui souvent considèrent qu'on leur demande beaucoup d'effort dans une situation déjà fortement tendue pour le cas des plus vulnérables.

Pour le logement comme pour la mobilité, nombreux sont ceux qui recommandent de mettre en place des politiques actives agissant sur les territoires de proximité. En effet, on constate que lorsque les actions se réalisent hors des « cercles de proximité » de petites communautés, de familles ou de quartiers (« où finalement on se ressemble, on est voisins, on est à peu près dans les mêmes CSP,... »), l'efficacité des bonnes pratiques mises en place par de nombreux acteurs, se trouve limitée.

## **... et constituent un point de départ pour aller plus loin**

Le défi qui cadre cet atelier est un challenge intégral et actif. Intégral car il concerne une multiplicité d'acteurs et d'échelles ; actif car il implique un décloisonnement des pratiques et cultures techniques et institutionnelles et qu'il donne une place importante à l'ingénierie sociale et à la co-élaboration des dispositifs à fort impact et plus pérennes.

Si l'on veut construire un cadre solide de recommandations, il pourrait s'articuler autour des questions suivantes :

- *L'enjeu principal serait-il de créer une coordination et une ingénierie collaborative publique-privée-associative-citoyenne durable ?*
- *La création de « plateformes » articulant les dispositifs, valorisant des pratiques et accompagnant le changement des comportements peut-elle être la bonne stratégie ? Est-elle suffisante pour assoir une stratégie de transition énergétique équitable ?*
- *Comment arriver à une coordination, mutualisation et recherche de « co-financements stratégiques » multi-acteurs stabilisée ?*
- *Comment renforcer la formation, la sensibilisation, la communication ad hoc, et renforcer aussi le monde associatif*
- *L'expérimentation de coopérations trans-territoriales citoyenne/institutionnelle, publique/privée, autour des bonnes pratiques pérennes mises en place, est-elle une orientation à privilégier ?*

## Programme provisoire

9h00 Accueil

9h10 – Présentation du mode d'échange en Atelier et de la problématique générale

S. Rosales-Montano / Urbalyon

Animation : Maud Marsauche – Epures

9h30 – Echange 1

**Comment transformer durablement les pratiques et les comportements des individus et des ménages concernant la consommation énergétique ?**

*A partir de la mise au pot commun de quelques expériences réussies ou pas, il s'agira d'affiner et de hiérarchiser les recommandations (démarches, actions, dispositifs) jugées les plus essentielles pour consolider des pratiques sobres intégrées mais ne conduisant à fragiliser les individus et les ménages dans un autre volet de leur vie quotidienne.*

9h40 - Temps 1. **Se chauffer, se rafraîchir, se connecter, ... au sein de son logement**

10h30- Temps 2. **Se déplacer pour travailler, pour acheter, pour se divertir, pour socialiser... seuls ou en famille**

**Acteurs pressentis** : PST (LAET, Cerema), CCAS, UDCCAS, Fondation Abbé Pierre, ADIL, Agences d'urbanisme (Urba4 /Agences d'urbanisme : Urbalyon, Epures, AURG, A. Clermont Métropole) Région Auvergne/Rhône-Alpes), ALE, Soliha, LMHabitat, Synergie Habitat, ARRA-HLM autres Bailleurs Sociaux, gestionnaires d'énergie ; Espace créateurs de solidarités (Saint-Fons), Entreprise Ecole (Saint Fons), Ville de Saint-Fons, Cité du Design de St-Etienne, Scots,...

**Témoins experts pressentis** : David Caubel (Cerema), Christian Harzo Consultant

11h15 Pause-café

11h30 – Echange 2

**Quels dispositifs de coopération, coordination, implication des acteurs, institutions, ménages faut-il élaborer, et comment les mettre en œuvre?**

*A partir du dialogue entre acteurs locaux présents, et de la présentation succincte de quelques bonnes pratiques il s'agira de mettre en perspectives les atouts et lacunes des expériences, et les recommandations pour aller plus loin vers des dispositifs de gouvernance collaborative multi-niveaux, inter institutionnellement partagée, avec un fort appui sur l'implication citoyenne et son accompagnement dans la formulation des recommandations efficaces*

**Acteurs pressentis** : PST (LAET, Cerema), CCAS, UDCCAS, Fondation Abbé Pierre, ADIL, Agences d'urbanisme (Urba4 /Agences d'urbanisme : Urbalyon, Epures, AURG, A. Clermont Métropole) Région Auvergne/Rhône-Alpes), ALE, Soliha, LMHabitat, Synergie Habitat, ARRA-HLM autres Bailleurs Sociaux, gestionnaires d'énergie ; Espace créateurs de solidarités (Saint-Fons), Entreprise Ecole (Saint Fons), Ville de Saint-Fons, Cité du Design de St-Etienne, Scots,...

**Témoin expert pressenti** : en cours de calage

12h10 – Bilan des points forts de l'Atelier et mise en perspectives pour un Livre Blanc

13h fin de l'Atelier

### **Les acteurs concernés par la lutte contre la précarité énergétique en Auvergne-Rhône-Alpes (non exhaustive)**

**Echelle locale et intermédiaire :**

Communes et intercommunalités, Conseils régionaux et départementaux, Services techniques déconcentrés, Agences régionales (RAEE,...), Agences départementales (Adil...), Agences locales (Espaces Information énergie, Agences locales Energie...)

CCAS (Centres communaux d'action sociale) – Centre intercommunaux d'action sociale (CIAS) Union nationale et départementale des CCAS, Caisse d'allocation familiale (CAF), MDR, Agence Régionale de la Santé, ...

Gestionnaires des réseaux de distribution (GRDF, ERDF,... Total...), Bailleurs sociaux (ARRA-HLM...), Autorités organisatrices des transports (AOT), ...

Associations locales spécifiques en lien avec l'énergie, associations généralistes sur la question sociale ; ...

Bureaux d'études privés locaux ...

Recherche universitaires (LAET, IUL, ...)

**Echelle nationale**

Ministères (MEDDE, ...), Agences nationales (Ademe, Anah, Anil...), Observatoire national de la précarité énergétiques (ONPE), Observatoire national de la pauvreté et l'exclusion (ONPES), CRE (Commission de régulation de l'énergie), Union nationale des transports publics (UTP), GART (groupement des autorités organisatrices des transports), ...

Haut-Commissariat pour le logement des personnes défavorisées, Médiateurs national de l'énergie, ...

Associations nationales – internationales généralistes (Fondation Abbé Pierre, Secours Catholique, Croix Rouge, Fondation agir contre l'exclusion,...) ; ...

Bureaux d'études privés (Burgeap, Energies Demain...), publics (Centre d'Etudes et d'expertise sur les Risques, l'Environnement, la Mobilité et l'Aménagement – Cerema ; Centre d'études et de recherches économiques sur l'énergie - Ceren ...), parapublics (Agences d'urbanisme...)

Fournisseurs d'énergie (EDF, GRDF, Engie, Enalp, Enercoop, Poweo Direct Energie)

Recherche (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie - Credoc ; Centre international de recherche sur l'environnement et le développement - Cired ...) ; ...

## Inscriptions

Merci de vous inscrire (ou de reconfirmer votre participation) auprès de :

[s.rosalesmontano@urbalyon.org](mailto:s.rosalesmontano@urbalyon.org)

Agence d'urbanisme de l'aire métropolitaine lyonnaise)

en envoyant  **votre nom, organisme et email de contact avant le lundi 4 juillet 2016**

## Lieu de l'Atelier

Grande Salle (9h-13h)

Agence d'urbanisme de la région stéphanoise (Epures)

46 rue de la télématique CS 40801

42952 Saint-Etienne

Tél : 04.77.92.84.00

En train : à partir de la gare de Châteaureux, prendre la ligne de bus 9, Arrêt : Productique

En voiture : A72, Sortie 13

## Autres contacts

Pour plus d'informations vous pouvez aussi contacter :

**Agence d'urbanisme de la Région Grenobloise**

[emmanuel.boulanger@arg.asso.fr](mailto:emmanuel.boulanger@arg.asso.fr); [anne-lise.benard@arg.asso.fr](mailto:anne-lise.benard@arg.asso.fr)

**Agence. d'urbanisme Clermont Métropole**

[jmdemard@clermontmetropole.org](mailto:jmdemard@clermontmetropole.org)

**EPURES – Saint-Etienne :**

[mmarsauche@epures.com](mailto:mmarsauche@epures.com)

**Rhône Alpes Energie Environnement (RAEE)**

[pierrick.yalamas@raee.org](mailto:pierrick.yalamas@raee.org);

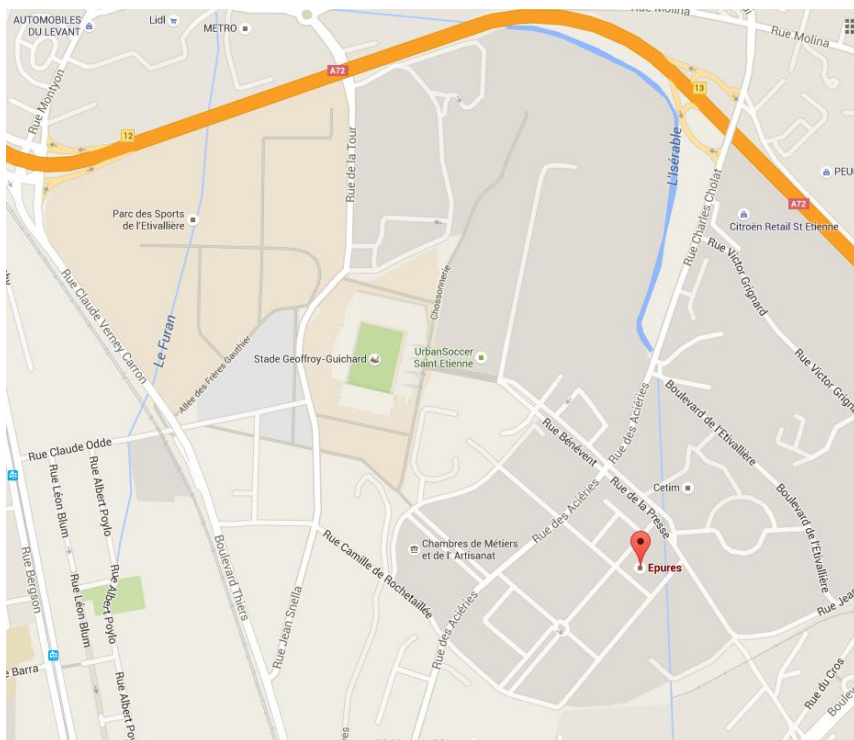
[laurence.monnet@raee.org](mailto:laurence.monnet@raee.org)

**Laboratoire Aménagement Economie et Transports (LAET) / Pôle Scientifique et Technique régional (PST)-**

[JeanPierre.NICOLAS@entpe.fr](mailto:JeanPierre.NICOLAS@entpe.fr)

**Ademe**

[jean-paul.georges@ademe.fr](mailto:jean-paul.georges@ademe.fr)



## Rappel des dates des autres ateliers :

**Défi 3- Augmentation du « reste pour vivre » des ménages et des « capacités d'investissement » des territoires / 30 septembre 2016**

Lieu et heure : Grenoble - Agence d'urbanisme de la région grenobloise / 9h-13h ou 14h-

**Défi 4- Innovation dans la planification et dans les processus de gestion interterritoriale des vulnérabilités multiples / 21 octobre 2016**

Lieu et heure : Clermont-Ferrand ou Lyon - Agence d'urbanisme Clermont Métropole / 9h-13h ou 14h-18h